

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.861/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 26 juillet 2005, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 1995 déterminant le contenu du formulaire de demande de naturalisation ainsi que les actes et justificatifs à joindre à la demande de naturalisation et à la déclaration de nationalité belge et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 13 avril 1995 modifiant la procédure de naturalisation et le Code de la nationalité belge", a donné le 26 septembre 2005 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.861/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 juli 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 1995 tot bepaling van de inhoud van het aanvraagformulier inzake naturalisatie en de bij het verzoek om naturalisatie en bij de nationaliteitsverklaring te voegen akten en stavingsstukken en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de naturalisatieprocedure en van het Wetboek van de Belgische nationaliteit", heeft op 26 september 2005 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Préambule

L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 12*bis*, § 2, alinéa 2, du Code de la nationalité belge selon lequel :

"Le Roi, sur la proposition du Ministre de la Justice, détermine les actes et justificatifs à joindre à la déclaration pour apporter la preuve que les conditions prévues au § 1^{er} sont remplies. (...)."

L'alinéa 1^{er} du préambule doit, dès lors, mentionner l'article 12*bis*, § 2, alinéa 2, précité, et non pas le paragraphe 1^{er}, 3°, de ce même article, qui ne confère aucune habilitation au Roi.

Il convient, en outre, d'omettre l'alinéa 2 du préambule. Celui-ci ne constitue en effet pas le fondement légal du projet.

Dispositif

Article 1^{er} ⁽¹⁾

1. L'article 12*bis*, § 1^{er}, 3°, du Code de la nationalité belge énonce :

"Peuvent acquérir la nationalité belge en faisant une déclaration conformément au § 2 du présent article ⁽²⁾, s'ils ont atteint l'âge de dix-huit ans :

1° (...);

2° (...);

3° l'étranger qui a fixé sa résidence principale en Belgique depuis au moins sept ans, et qui, au moment de la déclaration, a été admis ou autorisé à

⁽¹⁾ Le recours à des tirets dans la disposition en projet est à éviter, l'identification des dispositions qu'ils comportent étant malaisée, tout spécialement lors de modifications. Conformément aux règles de la légistique formelle (point 8.5.2.6. - <http://www.raadvst-consetat.be>), les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.

⁽²⁾ À savoir, une déclaration de nationalité devant l'officier de l'état civil du lieu où l'intéressé a sa résidence principale.

séjourner pour une durée illimitée dans le Royaume, ou a été autorisé à s'y établir."

L'article 2*bis*, 2°, c), ii), de l'arrêté royal du 13 décembre 1995 déterminant le contenu du formulaire de demande de naturalisation ainsi que les actes et justificatifs à joindre à la demande de naturalisation et à la déclaration de nationalité belge et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 13 avril 1995 modifiant la procédure de naturalisation et le Code de la nationalité belge énonce :

"Les actes et documents justificatifs à joindre à la déclaration de nationalité pour apporter la preuve que les conditions prévues à l'article 12*bis*, § 1^{er}, du Code de la nationalité belge sont réunies, sont les suivants :

1° (...);

2° a) (...);

b) (...);

c) dans le cas visé à l'article 12*bis*, § 1^{er}, 3°, du Code de la nationalité belge :

i) extrait(s) des registres de la population, du registre des étrangers, du registre d'attente ou tout autre document prouvant une résidence principale ininterrompue de sept ans en Belgique ⁽³⁾, résidence qui doit précéder immédiatement la souscription de la déclaration;

ii) une photocopie, certifiée conforme à l'original, du titre de séjour de l'intéressé, qui prouve que l'intéressé est, au moment de la déclaration, admis ou autorisé à séjourner de manière illimitée dans le Royaume, ou a été autorisé à s'y établir;"

⁽³⁾ Concernant cette première condition, l'article 299 de la loi-programme du 27 décembre 2004 précise que l'article 12*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du Code de la nationalité belge doit être interprété en ce sens qu'il ne s'applique qu'aux étrangers qui peuvent faire valoir sept années de résidence principale couvertes par un séjour légal.

Comme l'indiquent les deuxième et troisième considérants du préambule, l'article 1^{er} en projet tend à compléter l'article 2*bis*, 2°, c), ii), de l'arrêté royal du 13 décembre 1995, précité, par un nouvel alinéa qui reprend :

"la liste précise des différents titres de séjour requis pour pouvoir souscrire une déclaration de nationalité sur la base de l'article 12*bis*, § 1^{er}, 3° du Code précité (de la nationalité belge)",

à savoir :

- 1° soit un titre de séjour (certificat d'inscription au registre des étrangers, carte d'identité pour étrangers, etc.) délivré sur la base de certaines dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dispositions que le texte en projet vise par ailleurs de manière expresse (premier au quatrième tirets de l'alinéa en projet dans l'article 1^{er});
- 2° soit une autorisation de séjour accordée sur la base de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume (cinquième tiret de l'alinéa en projet dans l'article 1^{er});
- 3° soit une autorisation de séjour "à titre humanitaire" accordée à la discrétion du Ministre de l'Intérieur ou de l'Office des étrangers (sixième tiret de l'alinéa en projet dans l'article 1^{er});
- 4° soit une autorisation de séjour accordée sur la base de certaines circulaires ministérielles (étrangers cohabitant avec un belge ou avec un étranger admis au séjour illimité; ressortissants bulgares et roumains visés par la circulaire "ressortissants PECO") ou de certaines directives de l'Office des étrangers (étrangers autorisés au séjour sous le couvert d'un permis de travail) (septième tiret de l'alinéa en projet dans l'article 1^{er}).

.../...

2. Ainsi conçue, la liste en projet appelle les observations suivantes :

2.1. Comme l'a déjà rappelé le Conseil d'État à diverses reprises, un texte de portée normative, tel que l'arrêté en projet, ne peut se référer à une simple circulaire. Il en va d'autant plus ainsi dans le cas d'espèce que la légalité de certaines des circulaires visées dans la disposition en projet a été expressément mise en cause ⁽⁴⁾, notamment, par voie incidente, devant la section d'administration du Conseil d'Etat ⁽⁵⁾. Par ailleurs, l'octroi d'une autorisation de séjour ne peut résulter d'une simple pratique de l'Office des étrangers, mais doit au contraire reposer sur l'application d'une disposition légale, tel que, par exemple, l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, précitée.

Les sixième et septième tirets de la disposition en projet doivent, en conséquence, être à tout le moins adaptés afin de viser, comme le font les premier à cinquième tirets, en projet, la disposition légale en application de laquelle a été délivrée l'autorisation de séjour.

2.2. Il résulte clairement de l'article 12bis, § 1^{er}, 3°, du Code de la nationalité belge que l'étranger doit, au moment même où il introduit sa déclaration de nationalité, être admis ou autorisé à séjourner "pour une durée illimitée" dans le Royaume ou avoir été autorisé à s'y établir. Il s'ensuit que le titre de séjour que cet étranger est invité à joindre à sa déclaration de nationalité doit, au moment même où il est produit, se rapporter à une autorisation de séjour de durée illimitée.

En prévoyant dès lors que l'étranger peut produire, à l'appui de sa déclaration de nationalité, un titre de séjour relatif à une autorisation de séjour qui, au moment même de la déclaration de nationalité, ne couvre encore qu'une durée limitée, l'auteur du projet étend, sans aucune habilitation, le champ d'application de la loi. Peu importe, par ailleurs, qu'il soit expressément précisé dans le texte en projet que l'autorisation de séjour délivrée, dans un premier temps, pour une durée limitée pourra, après un délai qui varie en fonction des catégories envisagées, "devenir illimitée".

Les sixième et septième tirets, en projet, doivent donc également être revus afin de faire clairement ressortir que le titre de séjour présenté par l'étranger à l'appui de

⁽⁴⁾ Voir B. Blero, "À propos de quelques circulaires du ministre de l'Intérieur en droit des étrangers - Nature et valeur du procédé", R.D.E., 1998, p. 310.

⁽⁵⁾ Voir, notamment, C.E. n° 75.994 du 29 septembre 1998.

sa déclaration de nationalité a trait à une autorisation de séjour délivrée pour une durée illimitée et ce, au moment même où la déclaration de nationalité est introduite.

Une observation analogue vaut pour le troisième tiret, dans la mesure où la carte de séjour de ressortissant d'un État membre des Communautés européennes, délivrée sur la base des articles 40 et 42 de la loi du 15 décembre 1980, précitée, n'implique pas nécessairement qu'elle porte sur un séjour de durée illimitée ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾.

2.3. Telle qu'elle est rédigée, la disposition en projet fixe une liste exhaustive des titres de séjour susceptibles d'être joints à une déclaration de nationalité. La question se pose dès lors de savoir si l'auteur du projet a bien pris en considération l'ensemble des situations dans lesquelles un étranger peut être autorisé au séjour pour une durée illimitée, notamment dans le cadre du large pouvoir d'appréciation réservé au ministre par l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, précitée. Si tel ne devait pas être le cas ⁽⁸⁾, un étranger pourra, en conséquence, se prévaloir directement de l'article 12bis, § 1^{er}, 3°, du Code de la nationalité et faire valoir, à l'appui de sa déclaration de nationalité, un titre de séjour qui ne figure pas dans la liste arrêtée par la disposition en projet. Il va par ailleurs de soi que la liste ainsi arrêtée devra être modifiée chaque fois qu'apparaîtra une nouvelle "catégorie" de titre de séjour correspondant à une autorisation de séjour de durée illimitée et que tout étranger, bénéficiant d'un tel titre, pourra d'office s'en prévaloir, avant même la modification de l'arrêté royal du 13 décembre 1995, précité.

La question se pose dès lors de savoir s'il ne serait pas préférable de se référer à la notion plus générale de "titre de séjour couvrant une autorisation de séjour de

⁽⁶⁾ À titre d'exemple, l'article 55, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dispose que la carte de séjour de ressortissant délivrée à un étudiant d'un État membre des Communautés européennes est valable pour la durée de la formation, sans pouvoir excéder un an.

⁽⁷⁾ Les premier, deuxième, quatrième et cinquième tirets ne posent pas de problème à cet égard, soit parce qu'il est expressément précisé (premier et quatrième tirets) que le titre visé doit concerner un séjour de durée illimitée, soit parce que la durée illimitée du séjour correspondant au titre de séjour indiqué résulte directement d'une disposition légale (deuxième tiret : article 18 de la loi du 15 décembre 1980, précitée - quatrième tiret : article 49 de la même loi).

⁽⁸⁾ Qu'en est-il par exemple de l'autorisation de séjour accordée en qualité de victime de la traite des êtres humains ?

durée illimitée accordée en application de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 (...) "⁽⁹⁾.

3. En conclusion, la disposition en projet doit être fondamentalement revue à la lumière des observations qui précèdent ⁽¹⁰⁾.

Article 2

À défaut de justifications particulières, il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des textes réglementaires.

⁽⁹⁾ Une liste indicative des diverses "catégories" de titres de séjour ainsi visés pourrait alors faire l'objet d'une circulaire dépourvue de toute portée normative.

⁽¹⁰⁾ Conformément à la circulaire de légistique formelle (point 8.5.2.8), il convient de ne pas rompre l'unité de l'article 2bis de l'arrêté royal du 13 décembre 1995, précité, qui ne comporte qu'une seule phrase comprenant une énumération. Il est indiqué au contraire de consacrer un alinéa séparé (le texte actuel de l'article 2bis devenant un alinéa premier) qui reprendra la disposition que l'on comptait mettre en phrase incidente ("Le titre de séjour visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, c), ii), est: (...)"

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 12*bis*, § 2, tweede lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, dat als volgt luidt :

"De Koning bepaalt op voordracht van de minister van Justitie welke akten en stavingsstukken bij de verklaring moeten worden gevoegd om te bewijzen dat voldaan is aan de voorwaarden van § 1. (...)"

Het eerste lid van de aanhef moet bijgevolg melding maken van het voormelde artikel 12*bis*, § 2, tweede lid, en niet van paragraaf 1, 3°, van datzelfde artikel, dat geen enkele machtiging verleent aan de Koning.

Daarenboven dient het tweede lid van de aanhef te vervallen. Dit lid levert immers geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

Dispositief

Artikel 1 ⁽¹⁾

1. Artikel 12*bis*, § 1, 3°, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit bepaalt :

"(De Belgische nationaliteit kunnen verkrijgen door een verklaring af te leggen overeenkomstig § 2 van dit artikel ⁽²⁾, indien zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt :

1° (...);

2° (...);

3° de vreemdeling die sedert ten minste zeven jaar zijn hoofdverblijf in België heeft gevestigd en die, op het tijdstip van de verklaring gemachtigd is of

⁽¹⁾ Het gebruik van streepjes in de ontworpen bepaling dient te worden vermeden, daar het terugvinden van de erin vervatte bepalingen erdoor bemoeilijkt wordt, inzonderheid bij wijzigingen. Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek (punt 8.5.2.6. - <http://www.raadvst-consetat.be>) moet een zin onderverdeeld worden in 1°, 2°, 3°, enz., eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), enz.

⁽²⁾ Te weten, een nationaliteitsverklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijf heeft.

toegelaten werd tot een verblijf van onbeperkte duur in het Rijk of toegelaten werd om er zich te vestigen."

Artikel *2bis*, 2°, c), ii), van het koninklijk besluit van 13 december 1995 tot bepaling van de inhoud van het aanvraagformulier inzake naturalisatie en de bij het verzoek [om naturalisatie en bij de nationaliteitsverklaring] te voegen akten en stavingsstukken en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de naturalisatieprocedure en van het Wetboek van de Belgische nationaliteit bepaalt :

"De volgende akten en stavingsstukken dienen bij de nationaliteitsverklaring gevoegd te worden om te bewijzen dat voldaan is aan de voorwaarden voorzien in artikel *12bis*, §§ 1, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit :

1° (...);

2° a) (...);

b) (...);

c) in het geval bedoeld in artikel *12bis*, § 1, 3°, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit :

i) uittreksel(s) uit de bevolkingsregisters, het vreemdelingenregister, het wachtregister of ieder ander document als bewijs van een zevenjarig onafgebroken hoofdverblijf in België⁽³⁾, welk verblijf aan het afleggen van de verklaring onmiddellijk moet voorafgaan;

ii) een eensluidend met het origineel verklaarde fotokopie van de verblijfstitel, waaruit blijkt dat de belanghebbende op het tijdstip van de verklaring gemachtigd is of toegelaten werd tot een verblijf van onbeperkte duur in het Rijk of toegelaten werd om er zich te vestigen."

Zoals vermeld in de tweede en derde overweging van de aanhef, strekt het ontworpen artikel 1 ertoe artikel *2bis*, 2°, c), ii) van het voormelde koninklijk besluit van 13 december 1995 aan te vullen met een nieuw lid waarin wordt opgenomen :

"de nauwkeurige lijst van de verschillende verblijftitels vereist teneinde een nationaliteitsverklaring op grond van artikel *12bis*, § 1, 3° van voornoemd Wetboek (van de Belgische nationaliteit) te kunnen afleggen",

⁽³⁾ In verband met deze eerste voorwaarde preciseert artikel 299 van de programmawet van 27 december 2004 dat artikel *12bis*, § 1, eerste lid, 3°, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, in die zin moet worden uitgelegd dat het alleen van toepassing is op de vreemdelingen die zich kunnen beroepen op zeven jaar hoofdverblijfplaats, gedekt door een wettelijk verblijf.

te weten :

- 1° ofwel een verblijfstitel (bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, identiteitskaart voor vreemdeling, enz.) afgegeven op grond van sommige bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, naar welke bepalingen de ontworpen tekst trouwens uitdrukkelijk verwijst (eerste tot vierde streepje van het ontworpen lid in artikel 1);
- 2° ofwel een machtiging tot verblijf verleend op grond van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk (vijfde streepje van het ontworpen lid in artikel 1);
- 3° ofwel een machtiging tot verblijf "om humanitaire redenen" verleend "indien wenselijk geacht door de Minister van Binnenlandse zaken of de Dienst Vreemdelingenzaken (zesde streepje van het ontworpen lid in artikel 1);
- 4° ofwel een machtiging tot verblijf verleend op grond van bepaalde ministeriële omzendbrieven (vreemdelingen die samenwonen met een Belg of met een vreemdeling die gemachtigd is tot onbeperkt verblijf; Bulgaarse of Roemeense onderdanen bedoeld in de omzendbrief "PECO-onderdanen") of van bepaalde richtlijnen van de Dienst Vreemdelingenzaken (vreemdelingen gemachtigd tot verblijf op grond van een arbeidskaart)(zevende streepje van het ontworpen lid in artikel 1).

2. Bij de aldus ontworpen lijst behorend de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

2.1. De Raad van State heeft er reeds herhaaldelijk op gewezen dat in een regelgevende tekst, zoals het ontworpen besluit, niet mag worden verwezen naar een gewone omzendbrief. Zulks geldt in dit geval des te meer daar de wettigheid van sommige in de ontworpen bepaling vermelde omzendbrieven uitdrukkelijk ter discussie is

.../...

gesteld ⁽⁴⁾, namelijk incidenteel voor de afdeling administratie van de Raad van State ⁽⁵⁾. Bovendien mag het verlenen van een machtiging tot verblijf niet voortvloeien uit een loutere praktijk van de Dienst Vreemdelingenzaken, maar moet het, integendeel, steunen op de toepassing van een wetsbepaling, zoals bij voorbeeld artikel 9 van de voormelde wet van 15 december 1980.

De tekst na het zesde en zevende streepje van de ontworpen bepaling moeten bijgevolg op zijn minst worden aangepast om, zoals in de ontworpen tekst in het eerste tot het vijfde streepje, te verwijzen naar de toepasselijke wetsbepaling op grond waarvan de machtiging tot verblijf is afgegeven.

2.2. Uit artikel 12*bis*, § 1, 3°, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit blijkt duidelijk dat de vreemdeling, op het tijdstip zelf waarop hij zijn nationaliteitsverklaring aflegt, gemachtigd of toegelaten moet zijn tot een verblijf "van onbeperkte tijd" in het Rijk of toegelaten moet zijn om er zich te vestigen. Daaruit volgt dat de verblijfstitel die deze vreemdeling verzocht wordt bij zijn nationaliteitsverklaring te voegen, op het tijdstip zelf waarop hij wordt overgelegd, betrekking moet hebben op een machtiging tot verblijf voor onbeperkte duur.

⁽⁴⁾ Zie B. Blero, "A propos de quelques circulaires du ministre de l'Intérieur en droit des étrangers-Nature et valeur du procédé", R.D.E., 1998, blz. 310.

⁽⁵⁾ Zie inzonderheid RvS nr. 75.994 van 29 september 1998.

Door derhalve te bepalen dat de vreemdeling, tot staving van zijn nationaliteitsverklaring, een verblijfstitel mag overleggen die betrekking heeft op een machtiging tot verblijf die, op het tijdstip van de nationaliteitsverklaring, slechts geldt voor een beperkte duur, breidt de steller van het ontwerp, zonder daartoe gemachtigd te zijn, de werkingssfeer van de wet uit. Voorts is het van weinig belang dat in de ontworpen tekst uitdrukkelijk wordt gesteld dat de machtiging tot verblijf, die in eerste instantie voor een beperkte duur wordt afgegeven, na verloop van een termijn die varieert naar gelang van de in ogenschouw genomen categorieën, "voor onbeperkte duur" zal kunnen worden.

De ontworpen tekst na het zesde en zevende streepje moet dus eveneens worden herzien opdat duidelijk tot uiting komt dat de door de vreemdeling tot staving van zijn nationaliteitsverklaring voorgelegde verblijfstitel, betrekking heeft op een machtiging tot verblijf voor onbeperkte duur en zulks op het tijdstip zelf waarop de nationaliteitsverklaring wordt afgelegd.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de tekst na het derde streepje, in zoverre de verblijfskaart van onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, afgegeven op grond van de artikelen 40 en 42 van de voormelde wet van 15 december 1980, niet noodzakelijk impliceert dat zij betrekking heeft op een verblijf voor onbeperkte duur ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾.

2.3. Zoals de ontworpen bepaling is gesteld, stelt ze een exhaustieve lijst vast van verblijfstitel die kunnen worden gevoegd bij een nationaliteitsverklaring. De vraag rijst bijgevolg of de steller van het ontwerp wel alle situaties waarin een vreemdeling gemachtigd kan worden tot een verblijf voor onbeperkte duur in ogenschouw

⁽⁶⁾ Bij wijze van voorbeeld : artikel 55, § 4, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalt dat "de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen (...) geldig (is) voor de duur van de opleiding, zonder de duur van een jaar te mogen overschrijden.

⁽⁷⁾ De tekst na het eerste, tweede, vierde en vijfde streepje stelt in dat opzicht geen problemen, ofwel omdat uitdrukkelijk wordt vermeld (eerste en vierde streepje) dat de bedoelde titel betrekking moet hebben op een verblijf van onbeperkte duur ofwel omdat de onbeperkte duur van het verblijf die overeenstemt met de vermelde verblijfstitel, rechtstreeks voortvloeit uit een wetsbepaling (tweede streepje : artikel 18 van de voormelde wet van 15 december 1980-vierde streepje : artikel 49 van dezelfde wet).

heeft genomen, inzonderheid in het kader van de ruime beoordelingsbevoegdheid die artikel 9 van de voormelde wet van 15 december 1980 in handen legt van de minister. Mocht zulks niet het geval zijn ⁽⁸⁾, zal een vreemdeling bijgevolg zich rechtstreeks kunnen beroepen op artikel 12*bis*, § 1, 3°, van het Wetboek van de nationaliteit en tot staving van zijn nationaliteitsverklaring een verblijfstitel kunnen aanvoeren die niet voorkomt in de lijst vastgesteld bij de ontworpen bepaling. Het ligt bovendien voor de hand dat de aldus vastgestelde lijst zal moeten worden gewijzigd telkens als een nieuwe "categorie" van verblijfstitel zal opduiken die overeenstemt met een machtiging tot verblijf voor onbeperkte duur en dat elke vreemdeling, die een zodanige titel bezit, zich er ambtshalve op zal kunnen beroepen, nog vóór de wijziging van het voormelde koninklijk besluit van 13 december 1995.

De vraag rijst bijgevolg of het niet verkieslijk zou zijn te verwijzen naar het meer algemene begrip "verblijfstitel die een machtiging tot verblijf voor onbeperkte duur dekt, verleend met toepassing van artikel 9 van de wet van 15 december 1980(...)" ⁽⁹⁾.

3. Het besluit is dan ook dat de ontworpen bepaling grondig moet worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen ⁽¹⁰⁾.

Artikel 2

Als er geen bijzondere redenen zijn, is er geen grond om af te wijken van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van verordeningsteksten.

⁽⁸⁾ Wat bij voorbeeld met de machtiging tot verblijf die is verleend aan iemand die het slachtoffer is van mensenhandel?

⁽⁹⁾ Een enuntiatieve lijst van de verschillende "categorieën" van de aldus bedoelde verblijfstitels, zou kunnen worden opgenomen in een omzendbrief zonder regelgevende kracht.

⁽¹⁰⁾ Overeenkomstig de circulaire wetgevingstechniek (punt 8.5.2.8) mag de eenheid van artikel 2*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 13 december 1995, waarin slechts één zin met een opsomming voorkomt, niet verbroken worden. Het is daarentegen raadzaam er een afzonderlijk lid aan te wijden (waarbij de huidige tekst van artikel 2*bis* een eerste lid wordt) dat de bepaling zal overnemen die men van plan was als tussenzin te plaatsen ("De verblijfstitel bedoeld in het eerste lid, 2°, c), ii), is :(...)").

EH

- 14 -

38.861/2

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

B. VIGNERON,

greffier.
griffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER,
auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de
M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van
de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS